

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1991 B 02101

Numéro SIREN : 318 744 406

Nom ou dénomination : GESTION TECHNOLOGIE FINANCE CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 21/06/2021 sous le numéro de dépôt 31450

Copie Certifiée
Conforme à l'original

DocuSigned by:
Franck Sinabian
4FDEF034BB9843D...

COMPTES

CONSOLIDES

GROUPE GTF

31/12/2020

BILAN CONSOLIDE

DU GROUPE GTF AU 31/12/20

ACTIF

PASSIF

	31/12/20	31/12/19		31/12/20	31/12/19
<i>actif immobilisé</i>			<i>capitaux propres (part du groupe)</i>		
ecart d'acquisition positif	43 914 558	34 816 790	capital	473 728	484 800
immobilisations incorporelles	10 989 173	10 390 027	réserves consolidées	81 845 753	82 102 975
immobilisations corporelles	1 437 559	1 438 998	résultat consolidé	1 192 937	1 019 196
immobilisations financières	7 692 310	18 287 777	subvention d'investissement	26 589	29 670
titres mis en équivalence	310 777	216 836	Total capitaux propres	83 539 007	83 636 641
			intérêts minoritaires réserve	3 044 344	625 482
			intérêts minoritaires résultat	492 289	40 208
stocks et en cours	11 885 262	9 035 195	écart d'acquisition négatif	0	436 928
clients et comptes rattachés	15 303 721	13 294 758	provisions pour risques et charges	1 734 194	1 729 404
autres créances et comptes de régularisation	4 555 000	4 145 980			
			dettes		
valeurs mobilières de placement	449 971	1 881 638	emprunts et dettes financières	2 957 126	13 025 555
disponibilités	14 647 283	28 101 709	fournisseurs et comptes rattachés	8 748 841	9 297 752
impôt différé	207 292	305 744	autres dettes et comptes de régularisation	10 877 105	13 123 483
total de l'actif	111 392 907	121 915 454	total du passif	111 392 907	121 915 454

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE GTF AU 31/12/20

	31/12/2020	31/12/2019	Variation 2020-2019
chiffre d'affaires	71 284 336	56 056 954	15 227 382
autres produits d'exploitation	1 998 700	2 296 372	(297 672)
achats consommés	(16 506 564)	(10 720 571)	(5 785 994)
autres charges d'exploitation	(25 482 023)	(18 856 887)	(6 625 136)
charges de personnel y compris participation des salariés	(26 030 137)	(27 128 290)	1 098 152
impôts et taxes	(1 192 957)	(1 055 502)	(137 455)
dotations aux amortissement et aux provisions	(1 682 592)	(1 145 042)	(537 550)
résultat d'exploitation	2 388 763	(552 966)	2 941 730
charges et produits financiers	(58 774)	138 898	(197 672)
résultat courant des entreprises intégrées	2 329 989	(414 068)	2 744 058
charges et produits exceptionnels	(656 274)	(334 424)	(321 850)
impôts sur les résultats	(462 116)	733 291	(1 195 407)
résultat net des entreprises intégrées	1 211 599	(15 201)	1 226 801
quote part dans les entreprises mises en équivalence	36 698	73 424	(36 726)
reprise des écarts d'acquisition	436 929	1 001 180	(564 251)
résultat net de l'ensemble consolidé	1 685 226	1 059 402	625 824
intérêts minoritaires	492 289	40 208	452 081
résultat net (part du groupe)	1 192 937	1 019 194	173 743
Résultat par action - 29608 actions	40,29	34,42	5,87
Résultat dilué par action			

Le groupe GTF exerce principalement deux activités : prestations service auprès des laboratoires pharmaceutiques (activité du groupe GSA) et laboratoires (JALDES-MILLET Innovation-7MED-SYNERGIA). Le laboratoire Diététique et Santé a une double activité : prestation de service et laboratoire.

L'activité de prestation de service est réalisée par les sociétés GSA Healthcare, GSA FORMATION et GSA Healthcare Sprl.

La société GSA détient 40,33% de DIAPASON GROUP et 40% d'Expansion Consulteam.

FAITS MARQUANTS :

Curae Lab a réinvesti également dans la société KERECIS pour 0,4 M€.

Nous vous rappelons que les sociétés Millet Innovation, 7MED ont été consolidées à compter du 1er juillet 2019 et Synergia à partir du 01/01/2020.

- Covid-19 : La pandémie sanitaire évolutive du Covid-19 en France et dans de nombreux pays, a entraîné des mesures de confinement et de restriction qui ont impacté l'activité de la société. Pour faire face à cette crise la société a eu recours à des mesures de chômage partiel.

La situation dans le contexte actuel demeure toujours incertaine et évolutive et, à ce stade, il est difficile d'anticiper les impacts sur l'activité future. La société procède régulièrement à une mise à jour de ses prévisions de trésorerie en intégrant ce nouveau contexte, au mieux des informations disponibles à date. Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté de comptes du 31 décembre 2020 reste appropriée.

Augmentation de capital chez Millet Innovation : Une augmentation de capital avec prime d'émission a été effectuée au 1^{er} semestre de 2020 de 1614K€, la part de l'actionnariat minoritaire passe à 4.02%.

Une réduction de capital de la société Gtf Conseil par rachat de titre a eu lieu en novembre : le capital social est diminué de 11K€, les réserves de 1640K€.

Gtf Conseil a cédé le laboratoire Diététique et Santé à sa filiale Curae Lab.

1°) Méthode

La méthode appliquée pour l'établissement de ces comptes consolidés est celle de l'intégration globale pour les sociétés dont GTF exerce un contrôle quasi exclusif.

Diapason Group et Expansion Consulteam ont été consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Les sociétés suivantes n'ont pas été consolidées :

- IDD BIOTECH : Curae Lab ne détient que 7.43% des titres.
- KERECIS : Curae Lab détient 13.26% des titres, ce pourcentage ne prend pas en compte la finalisation de l'émission de valeurs mobilières réalisée au printemps 2019 et 2020.
- CAG PHARMA : Gtf détient 5.26% des titres.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la législation française et notamment aux dispositions du règlement 99-02 du comité de réglementation comptable du 29/04/1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION 31122020

Pourcentage de contrôle et d'intérêts					
Sociétés	Pourcentages de contrôle			Méthodes de consolidation	%
	Direct	Indirect	Total		
GSA	0,97125		0,97125	intégration globale	97,125%
JALDES		0,9700	0,97000	intégration globale	97,000%
CURAE LAB	0,97000		0,97000	intégration globale	97,000%
GSA FORMATION	1,00000		1,00000	intégration globale	100,000%
LDS		0,9700	0,97000	intégration globale	97,000%
SYNERGIA		0,4947	0,49470	intégration globale	49,470%
GSA BELGIUM	0,85000		0,85000	intégration globale	85,000%
7MED		0,9215	0,92150	intégration globale	92,150%
MILLET INNOV		0,9309	0,93091	intégration globale	93,091%
EXPANSION CONSULTEAM	0,40000		0,40000	mise en équivalence	40,000%
DIAPASON GROUP		0,3917	0,39171	mise en équivalence	39,171%

A noter que les filiales françaises consolidées selon la méthode de l'intégration globale sont toutes gérées sur le plan administratif par la Société Mère.

La méthode de l'intégration globale a constitué à :

- retraiter les comptes annuels des sociétés (retraites, impôts différés);
- cumuler les bilans et comptes de résultat des entreprises intégrées ;
- éliminer les opérations réciproques (Clients – Chiffre d'affaires ; Fournisseurs – Charges ; Créances et dettes financières - Produits et charges financières) et non réciproques (cession interne de titre) ;
- éliminer les participations des filiales figurant au bilan de la société Mère et leurs situations nettes.

La société Millet Innovation a établi une sous consolidation avec sa filiale Tunisienne.

La société Synergia a établi une sous consolidation avec ses filiales Ma santé France et Ma santé Suisse.

La méthode de la mise en équivalence a constitué à :

- substituer à la valeur comptable les titres détenus, la quote-part des capitaux propres y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation.
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.

2°) Traitement des écarts d'acquisitions

- écart d'acquisition positif :

Conformément au règlement 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés ayant trait à l'amortissement des écarts d'acquisition, il a été déterminé que les écarts d'acquisition n'avaient pas de durée limite d'utilisation.

Le groupe GTF CONSEIL a décidé de ne plus pratiquer d'amortissement des écarts d'acquisition.

Il a, de fait, été décidé de pratiquer des tests de dépréciation. Ces tests n'ont pas révélé la nécessité de comptabiliser de provision correspondante. L'écart d'acquisition de 43 914 558 euros se décompose de la manière suivante : JALDES-PECH pour 4 543 724 €, NOLVA pour 14 661€, Millet Innovation pour 27 774 700€, 7MED pour 2 176 538€ et SYNERGIA pour 9 404 936€.

Les écarts d'acquisitions des sociétés 7MED, Synergia et Millet Innovation tiennent également compte des frais d'acquisitions retraitées impôts différés actifs.

- écart d'acquisition négatif :

L'acquisition du laboratoire LDS faisait apparaître un écart d'acquisition négatif de 2 936 929 €, une reprise de 436 929 € a été effectuée en 2020. L'écart a été repris sur 3 ans de façon linéaire.

3°) Commentaires sur les postes du bilan consolidé

Les filiales et la société GTF appliquent les mêmes méthodes d'évaluations comptables, le principe d'homogénéité est respecté.

Actif :

- écart d'acquisition des sociétés consolidées (voir traitement des écarts d'acquisitions).
- les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels, marques, brevets, AMM.
Les brevets sont amortis sur la durée de protection légale ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure. Les AMM sont amortis sur la durée légale de 10 ans.
Les licences sont amorties sur la durée du contrat ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure.
Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur les durées de vie économique (3 à 10 ans).
- les immobilisations financières sont constituées des titres et créances sur participations des entreprises non intégrées, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût théorique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale, les cas échéants, elles ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
- les autres créances et comptes de régularisations sont les charges constatées d'avance, créances sur cession d'immobilisation, créanciers divers, avances et acomptes.

Passif :

- le capital est celui de la Société Mère ;
- les réserves consolidées sont :
 - le résultat de l'élimination des titres de participation et des situations nettes des filiales après répartition en fonction du pourcentage de détention par GTF ;
 - les réserves propres de la société GTF ;
- le résultat consolidé est :
 - la sommation des résultats de chacune des filiales retraitées en fonction de leur pourcentage de détention par GTF ;
 - la provision pour retraite du groupe GTF et les impôts différés
 - le résultat de la mise en équivalence
- les intérêts minoritaires regroupent la part des minoritaires dans les réserves ainsi que dans le résultat.
- les provisions pour charges sont principalement constituées des provisions pour retraite (1259 K€), l'indemnité est versée à tout salarié ayant 5 ans d'ancienneté, elle correspond à 3/10 de mois par année de présence à compter de la date d'entrée dans l'entreprise et ne peut excéder 9 mois de salaire.
- les dettes financières sont les comptes créanciers de banque, les emprunts (1,67 M€) et le compte courant des dividendes non versés (709 K€).
- les autres dettes et comptes de régularisation sont principalement constitués des comptes débiteurs divers et des dettes sur immobilisations.

4°) Commentaires sur le compte de résultat consolidé

Après éliminations des opérations réciproques et des différents retraitements, le résultat consolidé de l'ensemble s'établit à +1 685 226 euros, soit une différence négative de (- 225 306) euros par rapport à la sommation des résultats comptables + 1 910 533 euros.

Cette différence résulte :

- de la charge d'impôt (-98 452) liée à l'impôt différé
- de la variation de provision retraite (+ 41 247)
- des résultats de mise en équivalence (+ 36 698)
- de l'annulation des dividendes Millet confection (-839136)
- de la reprise des écarts d'acquisition de LDS (+ 436 929)
- de l'annulation de l'amortissement dérogatoire sur les honoraires d'acquisitions (+266 496)
- de l'annulation de la marge sur stock (-69 088)

5°) Evénements postérieurs au 31/12/20

NEANT

Annexe

Tableau des immobilisations incorporelles	p9
Tableau des immobilisations corporelles	p9
Tableau des immobilisations financières	p9
Stocks 2019-2020	p10
Clients et comptes rattachés 2019-2020	p10
Provisions pour risques et charges 2019-2020	p10
Impôts différés actifs nets 2019-2020	p10
Autres comptes du bilan	p11
Analyse du compte de résultat (provision, exceptionnel..)	p12
Tableau de variations des capitaux propres	p13
Tableau des flux de trésorerie	p14
Tableau de rapprochement impôt théorique-comptabilisé	p15

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Ecart d'acquisition	36 773 086	0	9 097 768		45 870 854
Fonds de commerce	3 809 636	345 000	0		4 154 636
Marques, brevets, concession, autres	16 703 909	1 656 468	459 998	(225 646)	18 594 730
Logiciels	272 381	232 560	157 971	0	662 912
Total valeurs brutes	57 559 012	2 234 028	9 715 737	(225 646)	69 283 131
Amortissements écart d'acquisition	1 956 296	0	0	0	1 956 296
Amortissements fonds commerce	430 368	0	0	0	430 368
Amortissements marques, brevets	9 712 604	1 493 767	664 826	(360 668)	11 510 529
Amortissements logiciels	252 926	153 904	75 378	0	482 208
Total amortissements, provisions	12 352 194	1 647 671	740 204	(360 668)	14 379 401
Valeurs nettes	45 206 818				54 903 730

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Terrains	(0)	0	0	0	(0)
Construction	780 677	0	6	0	780 683
Tableau	18 105	0	0	0	18 105
Matériel et outillage	3 511 055	461 161	115 680	(6 859)	4 081 037
Agencements, installations et autres	1 092 208	197 656	24 973	0	1 314 837
Immobilisations en cours -avance	59 446	0	2 564	(797)	61 213
Total valeurs brutes	5 461 491	658 817	143 223	(7 656)	6 255 875
Amortissements frais terrain, construction	335 409	0	39 808	(379)	374 839
Amortissements matériel et outillage	2 908 396	256 953	303 981	(1 836)	3 467 494
Amortissements agencements	778 689	112 289	92 377	(7 373)	975 982
Total amortissements	4 022 494	369 242	436 167	(9 588)	4 818 315
Valeurs nettes	1 438 997				1 437 559

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Autres titres de participations	17 181 580	4 229	100 000	(11 130 736)	6 155 073
Créances sur autres titres	256 427	0		(13 719)	242 708
Autres immobilisations financières	849 770	5 882	454 442	(15 566)	1 294 528
Total valeurs brutes	18 287 777	10 111	554 442	(11 160 021)	7 692 309

STOCKS

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
- Matières premières	2 724 453	0		(33 362)	2 757 815
- Travaux en cours	796 902	0	344 842		1 141 744
- Produits finis	5 798 656	1 591 026	1 507 001		8 896 683
Valeur brute	9 320 011	1 591 026	1 851 843	(33 362)	12 796 242
- Provisions	(284 816)	0	(720 280)	94 116	(910 980)
Valeur nette	9 035 195				11 885 262

0

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Valeur brute	13 892 735	2 302 135		(265 496)	15 929 374
- Provisions	(597 977)	0	(66 520)	38 843	(625 653)
Valeur nette	13 294 758				15 303 721

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Provisions pour retraites et autres avantages	1 207 635	105 264	179 684	(233 370)	1 259 213
Ecart d'acquisition négatif	436 928	0		(436 928)	(0)
Autres provisions pour risques	521 768	72 046	144 593	(263 425)	474 982
Total provisions pour risques et charges	2 166 330	177 310	324 277	(933 723)	1 734 194

IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020	Variation
Impôts différés sur						
- Retraitements de consolidation	94 663	0	0	(66 475)	28 188	(66 475)
- Provision pour retraites	211 081	0	10 174	(42 151)	179 104	(31 977)
Total impôts différés actifs nets	305 744	0	10 174	(108 626)	207 292	(98 452)

TRESORERIE

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Vmp	1 881 638	0	0	(1 431 667)	449 971
Disponibilités	28 101 710	584 195		(14 038 621)	14 647 284
Total trésorerie	29 983 348		0	(15 470 288)	15 097 255

DETTES FINANCIERES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Concours bancaires	9 489 389	2 371		(9 478 452)	13 307
Factoring	283 216	0		(25 266)	257 950
Compte courant - dividende	475 443	2 910	499 950	(268 671)	709 632
Emprunt	2 596 714	150 436		(1 068 756)	1 678 394
Dépôt et cautionnement reçus- Fonds de participation	180 794	129 503		(12 453)	297 844
Total dettes financières	13 025 555	285 220	499 950	(10 853 599)	2 957 126

FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Fournisseurs	9 297 751	1 574 507		(2 123 417)	8 748 841
Total Fournisseurs et comptes rattachés	9 297 751	1 574 507	0	(2 123 417)	8 748 841

AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Dettes fiscales et sociales	9 258 068	224 856		(1 585 128)	7 897 796
Autres (aac clients - avance-pca)	3 315 412	99 254		(1 008 482)	2 406 184
Fournisseurs immobilisations	550 000	0	23 124		573 124
Total autres dettes et comptes de régularisation	13 123 480	324 110	23 124	(2 593 610)	10 877 104

AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Valeur brute	4 150 439	411 670		(2 898)	4 559 211
- Provisions	(4 458)	0		248	(4 210)
Valeur nette	4 145 981	411 670	0	(2 650)	4 555 001

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION-ECART ACQUISITION

Transfert de charges	252 465
Divers-production stockée, immobilisée	1 166 017
Reprise provision retraite	233 369
Reprise dépréciation des stocks	94 116
Reprise dépréciation des créances	38 843
Reprise dépréciation divers	1 656
Reprise écart acquisition négatif	436 929
Reprise provision prud'homme, risques	212 232
	2 435 627

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Amortissement des immobilisations	1 182 287
Provision pour retraite	179 683
Provision pour risque et charge (prud'homme)	114 287
Provision pour dépréciation client	66 447
Provision - divers-client	30 000
Provision pour dépréciation stock	109 887
Dotation ecart acquisition positif	0
	1 682 591

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Divers	52 567
Pénalité, amende, litige	185 556
Pertes client	0
Provision pour litige	0
Provision stock	610 344
Provisions clients et marques, Amm	0
Vnc des immobilisations cédées	210 956
Dépréciation d'actifs	32 740
	1 092 163

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produit divers, rupture contrat client	20 892
Reprise sur provisions risques et charges	49 537
Reprise provision client	0
Produit amende is	81 440
Subvention équipement	7 577
Cession des immobilisations	5 000
Reprise provision actif incorporelles	271 443
	435 889

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (PART DU GROUPE) 31/12/2020

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres					Total	Total capitaux propres autres
					Ecart de conversion	Ecart de réévaluations	Titres entreprise consolidante	Report à nouveau	Subvention		
Situation à la clôture 2018	484 800	0	30 062 739	53 266 969			0		9 494	9 494	83 824 002
Dividende distribué			-999 900							0	-999 900
										0	0
										0	0
Situation à la clôture 2019	484 800	0	82 102 975	1 019 194			0		29 670	29 670	83 636 639
Dividende distribué				-499 950						0	-499 950
Affectation résultat			519 244	-519 244						0	0
Rés conso part groupe 31/12/20				1 157 295						0	1 157 295
Subvention d'investissement									-3 081	-3 081	-3 081
Rachat titre	-11 072		-1 640 040							0	-1 651 112
Autres 2019			379 638							0	379 638
Autres 31/12/20			462 873							0	462 873
Mise en équivalence			21 062	35 643						0	56 705
Situation à la clôture 31/12/20	473 728	0	81 845 753	1 192 937	0	0	0	0	26 589	26 589	83 539 007

ok

ok

*Variation périmètre GSA-IDES

*Variation périmètre GSA-MEDIOPHARMA

*Variation périmètre GSA-IDIM

*Variation périmètre GTF-NOLVA 7%

*Capitaux propres GTF BELGIUM positifs - prise en compte des intérêts minoritaires

*Capitaux propres NOLVA négatifs - non prise en compte des intérêts minoritaires

*Consolidation DEDICATE

*TUP GTF COSMAPHARMA (18900 titre - 40044 situation nette 2012)

*Variation périmètre GTF-GSA FORMATION 4%

*Variation périmètre GTF-NOLVA-GSA FORMATION

*Part minoritaire/GSA ttp DEDICATE

*Cession titre GSA Belgium

*Part minoritaire Curae Lab chez Jaldes

*Variation de périmètre Jaldes

*Variation de périmètre GSA Belgium

*Part minoritaire résultat 2018 Tonipharm

*Variation périmètre Millet Innovation-7med

*Variation périmètre Millet Innovation-Synergia

-462 873

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES 01/01/20-31/12/20

Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net des sociétés intégrées	1 685 226
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non lié à l'activité	
- résultat des sociétés mise en équivalence	-36 698
- Amortissements et provisions des immobilisations	1 182 287
- Provision actif circulant	
- Provision et dépréciation exceptionnelle	-238 703
- Provision compte courant	0
- Amortissements des écarts d'acquisitions	0
- Provisions risques et charges (ecart d'acquisition)	-436 929
- Provisions risques et charges (litiges)	-118 832
- Provisions retraite	-53 686
- plus ou moins value des immos cédées	210 926
- Impôts différés	95 371
- Ecart de conversion sur sociétés étrangères	-75 686
Marge brute d'autofinancement	2 213 277
Variation du BFR lié à l'activité	
- Variation des stocks	-1 259 040
- Variation des clients et comptes rattachés	293 172
- Variation des autres passifs/actifs d'exploitation	-2 675 776
- Variation des fournisseurs et comptes rattachés	-2 123 418
Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	-3 551 785
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisition d'immobilisations	-862 035
Variation fournisseurs et créances sur immobilisation	23 124
Cession d'immobilisations	5 000
Variation nette des immobilisations financières	-525 157
Reduction de capital	-1 651 112
Incidence acquisition mise en équivalence	0
Incidence variation de périmètre trésorerie: SYNERGIA	452 321
Incidence ajustement prix acquisition : 7MED	307 167
Incidence opération BSA : 7MED	23 157
Incidence variation de périmètre : Millet	1 614 950
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-612 585
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-268 985
Augmentation de capital en numéraire	0
Subvention d'investissement	0
Emission d'emprunts	0
Remboursement compte courant	314
Remboursements d'emprunts	-1 068 756
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 337 427
Variation de trésorerie (A+B+C)	-5 501 797
Trésorerie d'ouverture	20 029 950
Trésorerie de clôture	14 528 153

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et réel	
Résultat des entreprises intégrées	1 685 226
Impôt	462 116
Resultat consolidé avant impot	2 147 342
Charge d'impôt théorique	601 256
Charge d'impôt réel	-462 116
	0
Déficit hors intégration, report de déficit	-32 153
Produits et Charges non déductibles (tvts, amendes, contrôle fiscal...)	71 080
Reprise écart d'acquisition	-122 340
Retraitement impôt sur plus value de cession	0
Différence taux impôt gsa healthcare sprl	55 830
Quote part de frais	11 748
Crédit d'impôt, carry back,redressement	-113 029
Retraitement impôt mise en équivalence	-10 275
TOTAL	0

GESTION, TECHNOLOGIE, FINANCE CONSEIL - G.T.F. CONSEIL

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 473.728 Euros

Siège social : 3, rue des Quatre Cheminées - 92100 Boulogne-Billancourt

R.C.S. Nanterre 318 744 406

RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ ET SUR LA GESTION DU GROUPE ÉTABLI PAR LE PRÉSIDENT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 02 JUIN 2021

Chers Associés,

Nous avons l'honneur de vous présenter, conformément aux dispositions légales et réglementaires, le rapport de gestion, incluant le rapport sur la gestion (a) de la société "**GESTION, TECHNOLOGIE, FINANCE CONSEIL - G.T.F. CONSEIL**" (ci-après la "**Société**") et (b) du groupe de sociétés détenues par la Société (ci-après le "**Groupe**") au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les développements qui suivent ont pour objet de porter à votre connaissance les renseignements et les documents nécessaires à votre complète information, conformément aux dispositions du Code du commerce et des statuts de notre Société, en vue du vote du texte des résolutions qui vont être soumises à votre suffrage lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des associés.

Les convocations à ladite Assemblée vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par les dispositions légales applicables ont, en outre, été tenus à votre disposition au siège social dans les délais prévus par lesdites dispositions.

Le présent rapport comprend :

- les informations d'ordre économique relatives à l'activité de la Société et du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 (**Cf. ci-après 1.**) ;
- les informations d'ordre juridique et fiscal concernant la Société et relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle (**Cf. ci-après 2.**) ; et
- la proposition d'affectation du résultat dudit exercice clos (**Cf. ci-après 3.**).

1. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE

1.1. Activité de la Société

Nous vous rappelons que l'activité de notre Société est :

- le conseil en organisation, en gestion et en développement des entreprises ainsi que le rapprochement des entreprises ;
- le recrutement, la formation et la régie du personnel.

Notre Société assume le rôle de société holding animatrice du Groupe. Ce rôle lui donne vocation à diriger, contrôler et gérer la marche et le développement de ses sociétés filiales dont, en règle générale, elle détient la majorité des droits sociaux composant leur capital social.

1.2. Situation et résultats de la Société et de notre Groupe durant l'exercice écoulé

Les comptes annuels de la Société et les comptes consolidés du Groupe qui vous sont présentés, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, répondent aux obligations comptables des entreprises.

Ils comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes annuels et consolidés sont conformes à la réglementation en vigueur. Il convient toutefois de noter que, concernant les comptes consolidés du Groupe, conformément au règlement 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés ayant trait à l'amortissement des écarts d'acquisition, il a été déterminé que les écarts d'acquisition n'avaient pas de durée limite d'utilisation. La Société a décidé de ne pas pratiquer d'amortissement des écarts d'acquisition. Il a, de fait, été décidé de pratiquer des tests de dépréciation. Ces tests n'ont pas révélé la nécessité de comptabiliser de provision correspondante.

L'écart d'acquisition de 43.914.558 Euros se décompose de la manière suivante :

- LABORATOIRE JALDES - PECH CERCIAT pour 4.543.724 Euros ;
- LES LABORATOIRES NOLVA pour 14.661 Euros.
- MILLET INNOVATION pour 27.774.700 Euros ;
- LABORATOIRE 7 MED pour 2.176.538 Euros ; et
- SYNERGA pour 9.404.936 Euros.

Les écarts d'acquisitions des sociétés LABORATOIRE 7 MED, SYNERGIA et MILLET INNOVATION tiennent également compte des frais d'acquisitions retraitées impôts différés actifs.

Ecart d'acquisition négatif : l'acquisition de la société LABORATOIRES DIÉTÉTIQUE ET SANTÉ faisait apparaître un écart d'acquisition négatif de 2.936.929 Euros, une reprise de 436.929 Euros a été effectuée en 2020. L'écart est repris sur 3 ans de façon linéaire depuis le 01 juillet 2017.

Les comptes susvisés ont été établis dans le respect des conventions générales et comptables suivant le principe de prudence et selon les hypothèses de base en la matière.

Vous trouverez dans l'annexe aux comptes susvisés toutes explications complémentaires.

Le **compte de résultat** de la Société a évolué comme suit :

Le **chiffre d'affaires** est en augmentation de 25,03%, passant de 1.660.456 Euros pour l'exercice précédent à 2.076.056 Euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les principaux postes des **charges d'exploitation** de la Société ont évolué comme suit :

<i>Nature des charges</i>	<i>Exercice clos le 31 décembre 2020 (En Euros)</i>	<i>Exercice clos le 31 décembre 2019 (En Euros)</i>	<i>Évolution (en %)</i>
Autres achats et charges externes	1.844.773	1.466.956	+25,76%
Impôts et taxes	99.813	69.379	+43,87%
Salaires et traitements	1.010.480	809.531	+24,82%
Charges sociales	399.867	352.168	+13,54%

Dotations aux amortissements sur immobilisations	2.841	2.635	+7,80%
Autres charges	(7.494)	78.513	-109,54%

Le **résultat comptable** de la Société sur lequel vous avez à statuer est un **bénéfice net comptable de 90.719 Euros** qui se ventile comme suit (arrondi à l'Euro) :

	<i>Exercice clos le 31 décembre 2020 (En Euros)</i>	<i>Exercice clos le 31 décembre 2019 (En Euros)</i>	<i>Évolution (en %)</i>
- Résultat d'exploitation	(1.244.245)	(1.068.301)	-16,47%
- Résultat financier	+ 798.359	516.404	+54,60%
	-----	-----	-----
- Résultat courant avant impôts	(445.886)	(551.897)	+19,21%
- Résultat exceptionnel	+ 81.440	(81.440)	+200%
- Impôt sur les bénéfices	- (455.165)	(775.015)	+41,27%
	=====	=====	=====
Bénéfice net comptable de l'exercice	90.719	141.678	-35,97%

Le **compte de résultat consolidé** du Groupe a évolué comme suit :

Le **chiffre d'affaires consolidé** du Groupe est en augmentation de 27,16%, passant de 56.056.954 Euros pour l'exercice précédent à 71.284.336 Euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le **résultat net consolidé** (part du Groupe) sur lequel vous avez à statuer est en augmentation de 17,05%, passant de 1.019.194 Euros pour l'exercice précédent à 1.192.937 Euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

1.3. Situation et activité de la Société au cours de l'exercice écoulé - Progrès réalisés ou difficultés rencontrées - Perspectives d'avenir de la Société et du Groupe

- Réduction de capital non motivée par des pertes

Nous vous rappelons qu'en date du 05 novembre 2020, les associés de la Société réunis en assemblée générale extraordinaire ont notamment approuvé une réduction du capital social de la Société non motivée par des pertes par voie de rachat par la

Société de 692 actions de la Société détenues conjointement par Monsieur Gérard SINABIAN (usufruit) et Monsieur Julien SINABIAN (nue-propriété).

Par décisions du président de la Société en date du 30 novembre 2020, ce dernier, après avoir constaté qu'aucune opposition n'a été formée auprès du Tribunal de commerce de Nanterre à la suite de la publication du projet de réduction de capital, a (a) constaté la réalisation de la réduction de capital social non motivée par des pertes par rachat par la Société de 692 actions, ramenant le capital de la Société de 484.800 à 473.728 Euros, et (b) modifié en conséquence les articles 6 et 7 des statuts de la Société.

- Reclassement des titres de la société "LABORATOIRES DIÉTÉTIQUE ET SANTÉ" ("LDS") auprès de la société CURAE LAB

Dans le cadre d'une restructuration interne, la Société a, par acte sous seing privé en date du 22 décembre 2020, cédé l'intégralité des titres de la société LDS qu'elle détenait (soit l'intégralité des titres composant le capital social de cette dernière) auprès de la société CURAE LAB, filiale détenue à 97%.

- Covid-19

La pandémie sanitaire évolutive du Covid-19 en France et dans de nombreux pays, a entraîné des mesures de confinement et de restriction qui ont impacté l'activité des filiales la Société.

La situation dans le contexte sanitaire et économique actuel demeure toujours incertaine et évolutive et, à ce stade, il est difficile d'anticiper les impacts sur l'activité future. La Société procède régulièrement à une mise à jour de ses prévisions de trésorerie en intégrant ce nouveau contexte, au mieux des informations disponibles à date.

En tout état de cause, à la date d'arrêté des comptes, la Société n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui seraient de nature à remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Les états financiers de la Société ont donc été établis sur la base de la continuité de l'activité.

- Perspective d'avenir

Nous souhaitons continuer sur notre lancée et avons d'ores et déjà pris des mesures tant au plan commercial qu'au niveau de la gestion en vue d'améliorer la rentabilité de notre activité.

1.4. Evénements d'importance significative intervenus postérieurement à la clôture de l'exercice

Entre la date de clôture de l'exercice, le 31 décembre 2020, et la date à laquelle le présent rapport est établi, l'activité de la Société s'est poursuivie normalement étant rappelé que la crise sanitaire se poursuit.

1.5. Commentaires sur les comptes consolidés

Nous vous rappelons que le Groupe exerce principalement deux (2) activités : prestations service auprès des laboratoires pharmaceutiques (activité du groupe GSA) et laboratoires.

L'activité pharmaceutique est réalisée au sein de la société CURAE LAB (détenue à 97% par notre Société) qui détenait, au 31 décembre 2020 les participations suivantes :

- 100% du capital social et des droits de vote de la société LABORATOIRE JALDES,
- 100% du capital social et des droits de vote de la société LABORATOIRES DIÉTÉTIQUE ET SANTÉ (étant précisé que cette dernière a une double activité : prestation de services et laboratoire),
- 95,90% du capital social et des droits de vote de la société MILLET INNOVATION,
- 95% du capital social et des droits de vote de la société LABORATOIRE 7 MED,
- 51,00% du capital social et des droits de vote de la société SYNERGIA,
- 13,26% du capital social et des droits de vote de la société de droit islandais KERECIS, et
- 7,43% du capital social et des droits de vote de de la société IDD BIOTECH.

L'activité de prestation de services est réalisée par les sociétés GSA HEALTHCARE, GSA FORMATION, et GSA HEALTHCARE (Belgique) (précédemment dénommée GSA BELGIUM).

On outre la Société détient 40% du capital social et des droits de vote de la société EXPANSION CONSULTTEAM, 40,33% de la société DIAPASON GROUP et 5,26% du capital social et des droits de vote de la société CAG PHARMA.

La société SYNERGIA a été consolidée à compter du 1^{er} janvier 2020.

1.5.1. Méthode

La méthode appliquée pour l'établissement de ces comptes consolidés est celle de l'intégration globale pour les sociétés dont notre Société exerce un contrôle quasi-exclusif.

La société DIAPASON GROUP et la société EXPANSION CONSULTEAM ont été consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

Les sociétés suivantes n'ont pas été consolidées :

- la société IDD BIOTECH : la société CURAE LAB ne détient que 7,43% des titres ;
- la société KEREKIS : la société CURAE LAB ne détient que 13,26% des titres ; et
- la société CAG PHARMA : notre Société ne détient que 5,26% des titres.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la législation française et notamment aux dispositions du règlement 99-02 du comité de réglementation comptable du 29 avril 1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

Pourcentage de contrôle et d'intérêts					
Sociétés filiales	Pourcentages de contrôle			Méthodes de consolidation	% d'intérêts
	Direct	Indirect	Total		
GSA HEALTHCARE	97,13%	-	97,13%	intégration globale	97,13%
LABORATOIRE JALDES	-	97,00%	97,00%	intégration globale	97,00%
GSA FORMATION	100,00%	-	100,00%	intégration globale	100,00%
CURAE LAB	97,00%	-	97,00%	intégration globale	97,00%
LABORATOIRES DIETETIQUE ET SANTE	-	97,00%	97,00%	intégration globale	97,00%
SYNERGIA		49,47%	49,47%	intégration globale	49,47%
LABORATOIRE 7 MED	-	92,15%	92,15%	intégration globale	92,15%

MILLET INNOVATION	-	93,09%	93,09%	intégration globale	93,09%
GSA HEALTHCARE (Belgique)	85,00%	-	85,00%	intégration globale	85,00%
EXPANSION CONSULTEAM	40,00%	-	40,00%	mise en équivalence	40,00%
DIAPASON GROUP	-	39,17%	39,17%	mise en équivalence	39,17%

À noter que les filiales françaises consolidées selon la méthode de l'intégration globale sont toutes gérées sur le plan administratif par la Société.

La méthode de l'intégration globale a consisté à :

- retraiter les comptes annuels des sociétés (retraites, impôts différés) ;
- cumuler les bilans et comptes de résultat des entreprises intégrées ;
- éliminer les opérations réciproques (Clients - Chiffre d'affaires ; Fournisseurs - Charges ; Créances et dettes financières - Produits et charges financières) et non réciproques (cession interne de titre) ;
- éliminer les participations des filiales figurant au bilan de notre Société et leurs situations nettes.

La société MILLET INNOVATION a établi une sous consolidation avec sa filiale tunisienne, la société MI CONFECTION.

La méthode de la mise en équivalence a consisté à :

- substituer à la valeur comptable les titres détenus, la quote-part des capitaux propres y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.

1.5.2. Commentaires sur les postes du bilan consolidé

La Société et les filiales et appliquent les mêmes méthodes d'évaluations comptables, le principe d'homogénéité est respecté.

Commentaires sur l'Actif :

- (i) Ecart d'acquisition des sociétés consolidées (voir traitement des écarts d'acquisitions).
- (ii) Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels, marques, brevets et AMM.

Les brevets sont amortis sur la durée de protection légale ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure.

Les AMM sont amortis sur la durée légale de 10 ans.

Les licences sont amorties sur la durée du contrat ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- (iii) les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur les durées de vie économique (3 à 10 ans) ;
- (iv) les immobilisations financières sont constituées des titres et créances sur participations des entreprises non intégrées, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence ;
- (v) les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût théorique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence ;
- (vi) les créances sont évaluées pour leur valeur nominale, les cas échéants, elles ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu ;

- (vii) les autres créances et comptes de régularisations sont les charges constatées d'avance, créances sur cession d'immobilisation, créiteurs divers, avances et acomptes.

Commentaires sur le Passif :

- (i) le capital est celui de la Société ;
- (ii) les réserves consolidées sont :
- le résultat de l'élimination des titres de participation et des situations nettes des filiales après répartition en fonction du pourcentage de détention par la Société ;
 - les réserves propres de la Société ;
- (iii) le résultat consolidé est :
- la sommation des résultats de chacune des filiales retraitées en fonction de leur pourcentage de détention par la Société ;
 - la provision pour retraite du Groupe et les impôts différés ;
 - le résultat de la mise en équivalence ;
- (iv) les intérêts minoritaires regroupent la part des minoritaires dans les réserves ainsi que dans le résultat ;
- (v) les provisions pour charges sont principalement constituées des provisions pour retraite (1.259.000 Euros), l'indemnité est versée à tout salarié ayant 5 ans d'ancienneté, elle correspond à 3/10^{ème} de mois par année de présence à compter de la date d'entrée dans l'entreprise et ne peut excéder 9 mois de salaire ;
- (vi) les dettes financières sont les comptes créiteurs de banque, les emprunts (1,67 M€) et le compte courant des dividendes non versés (709.000 Euros) ;
- (vii) les autres dettes et comptes de régularisation sont principalement constitués des comptes débiteurs divers et des dettes sur immobilisations.

1.5.3. Commentaires sur le compte de résultat consolidé

Après éliminations des opérations réciproques et des différents retraitements, le résultat consolidé de l'ensemble s'établit à 1.685.226 Euros, soit une différence négative de (225.306) Euros par rapport à la sommation des résultats comptables (+ 1.190.533 Euros).

Cette différence résulte :

- de la charge d'impôt (- 98.452 Euros) liée à l'impôt différé ;
- de la variation de la provision pour retraite (+ 41.247 Euros) ;
- du résultat de mise en équivalence (+ 36.698 Euros) ;
- de l'annulation des dividendes MI CONFECTION (- 839.136 Euros)
- de la reprise des écarts d'acquisition de la société LDS (+ 436.929 Euros) ;
- de l'annulation de l'amortissement dérogatoire sur les honoraires d'acquisitions (+ 266.496 Euros) ; et
- de l'annulation de la marge sur stock (- 69.088 Euros).

1.5.4. Evénements d'importance significative intervenus postérieurement à la clôture des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Il convient de se référer aux développements relatifs à la Société et au Groupe mentionné au paragraphe 1.4. du présent rapport.

1.6. Modification de présentation des comptes et méthodes d'évaluation

Aucune modification de méthode comptable n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

1.7. Activités en matière de recherche et de développement

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société n'a pas engagé de dépenses en matière de recherche ou de développement. Dans le Groupe, seules les sociétés LABORATOIRE JALDES et MILLET INNOVATION ont eu une telle activité.

1.8. Activités et résultats par branches d'activité des filiales et des sociétés contrôlées

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 alinéa 2 du Code de commerce, nous vous rendons compte dans le tableau ci-après de l'activité et des résultats de l'ensemble des sociétés que la Société contrôle, au sens des dispositions de l'article L. 233-3 dudit code. (i.e., sociétés dont notre société détient soit directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées; soit la majorité des droits de vote en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires; sachant que l'on est présumé exercer ce contrôle si l'on dispose directement ou indirectement d'une fraction des droits de vote supérieure à 40% et qu'aucun autre actionnaire ne détient une fraction supérieure).

Dénomination sociale - Activité	% de détention du capital social		Chiffre d'affaires et résultat comptable du dernier exercice clos
	Direct	Indirect	
GSA HEALTHCARE (Réseau de visiteurs médicaux)	97,12%		L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 28.845.506 Euros et un résultat bénéficiaire de 462.481 Euros.
G.S.A. FORMATION (Ecole de Formation)	100,00%		L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 37.139 Euros et un résultat déficitaire de (116.243) Euros.
GSA HEALTHCARE (Belgique) (Société de droit Belge)	85,00%		L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 5.983.594 Euros et un résultat déficitaire de (142.194) Euros.
CURAE LAB (Société holding)	97,00%		L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 4.541.720 Euros et une perte nette comptable de (1.282.489) Euros.
LABORATOIRES DIETETIQUE ET SANTE (Laboratoire Pharmaceutique)		97,00%	L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 4.848.995 Euros et une perte nette comptable de (304.583) Euros.
LABORATOIRE JALDES (Commercialisation de produits de cosmétique et de compléments alimentaires)		97,00%	L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 7.052.102 Euros et un résultat bénéficiaire de 621.670 Euros.
LABORATOIRE 7 MED (Commercialisation de dispositifs médicaux)		92,15%	L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 3.506.201 Euros et une perte nette comptable de (46.032) Euros.
MILLET INNOVATION (Commercialisation de produits de podologie et d'orthopédie légère)		93,09%	L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 17.435.605 Euros et résultat bénéficiaire de 1.060.239 Euros.
SYNERGIA (Commercialisation de compléments alimentaires)		49,47%	L'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires de 10.573.499 Euros et un résultat bénéficiaire de 913.467 Euros.

Vous pouvez vous rendre compte plus généralement de l'évolution des filiales et participations du Groupe en consultant le tableau prévu par l'article L. 233-15 du Code de commerce inséré dans l'annexe.

1.9. Prêts interentreprises

La Société n'a consenti aucun prêt à moins de deux ans à des micro-entreprises, des PME ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des liens économiques.

2. INFORMATIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET FISCAL

2.1. Informations concernant les mandats du président et des commissaires aux comptes venant éventuellement à expiration

(i) *Mandat du Président :*

Nous vous rappelons que Monsieur Franck SINABIAN a été nommé aux fonctions de président par l'assemblée générale des actionnaires en date du 07 novembre 2019 pour une durée indéterminée.

(ii) *Mandat des commissaires aux comptes :*

Nous vous rappelons que :

a. conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société en date du 29 juin 2016, les mandats des premiers commissaires aux comptes, à savoir :

- la société COGEP AUDIT, commissaire aux comptes titulaire, et
- Madame Laure-France TIMAR-SCHUBERT, commissaire aux comptes suppléant,

prendront fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

b. conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société en date du 29 juin 2015, les mandats des seconds commissaires aux comptes, à savoir :

- Monsieur Eric BACHELIER, commissaire aux comptes titulaire, et
- Monsieur Stéphane RYST, commissaire aux comptes suppléant,

viennent à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Nous vous proposons dans ce cadre de renouveler leur mandat pour une nouvelle durée de six (6) exercices, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

2.2. Autorisation de cautions, avals et autres garanties

L'assemblée générale de notre Société n'a autorisé aucune caution, aval ou autres garanties au titre de l'exercice écoulé.

2.3. Prises de participations significatives ou prises de contrôle

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société n'a pas pris de participation dans le capital d'une société, ni ne s'est assurée le contrôle d'une société.

2.4. Cessions d'actions intervenues pour régulariser les participations croisées

La Société ne détient aucune participation croisée.

2.5. Montant des dividendes des trois exercices précédents

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des Impôts, nous vous rappelons que le montant des dividendes par action, qui ont été mis en distribution au titre des trois (3) exercices précédents par la Société, était le suivant :

Au titre de l'exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction de 40 %	
	Dividendes	Autres revenus distribués
31 décembre 2017	499.950 € (1)	-
(1) soit 16,50 € par action (cf. capital social composé de 30.300 actions) distribués dans le cadre d'une distribution de dividendes décidée lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 26 juin 2018.		

Au titre de l'exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction de 40 %	
	Dividendes	Autres revenus distribués
31 décembre 2018	999.900 € (2)	-
(2) soit 33 € par action (cf. capital social composé de 30.300 actions) distribués dans le cadre d'une distribution de dividendes décidée lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 26 juin 2019.		

Au titre de l'exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction de 40 %	
	Dividendes	Autres revenus distribués
31 décembre 2019	-	499.950 € (3)
(3) soit 16,50 € par action (cf. capital social composé de 30.300 actions) – distribution de réserves décidée par l'assemblée générale extraordinaire en date du 05 novembre 2020.		

2.6. Montant global des "dépendes somptuaires" et celui de l'impôt correspondant

(Articles 223 quater et 39-4 du Code général des Impôts)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des Impôts, nous vous précisons les dépenses et charges visées à l'article 39-4 du même code qui apparaissent distinctement dans la comptabilité de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Nous vous précisons que vous devez approuver le montant global des dépenses et charges dont il s'agit, ainsi que l'impôt supporté à raison de ces dépenses et charges.

(i) Amortissements excédentaires et autres amortissements non déductibles

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le montant à ce titre est de 26.609 Euros représentant un impôt sur les sociétés de 8.249 Euros.

(ii) Autres charges et dépenses somptuaires

Aucune charge et dépense somptuaire n'a été comptablement constatée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

2.7. Informations sur les réintégrations fiscales de frais généraux

(Articles 223 quinquies et 39-5 alinéa 4 du Code général des Impôts)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du Code général des Impôts, nous vous précisons que, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, aucune réintégration visée à l'article 39-5 alinéa 4 du Code général des Impôts n'a été effectuée.

2.8. Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce

Vos commissaires aux comptes relatent dans leur rapport spécial les éventuelles conventions intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ou des exercices précédents et qui sont soumises à votre approbation.

Nous vous demandons d'approuver les termes de ce rapport spécial sur les conventions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

3. PROPOSITION D'APPROBATION DES COMPTES ET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultats et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une bénéfice net comptable s'élevant à 90.719 Euros.

Il vous est proposé de constater que :

- le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élève à 90.719 Euros ;
- il n'y a pas lieu de doter le compte "**Réserve légale**" qui est déjà porté au dixième du capital social ;
- le bénéfice distribuable¹ s'établit à 77.778.079 Euros, compte tenu du compte "**Report à nouveau**" d'un montant de 141.678 Euros et du compte "**Autres Réserves**" d'un montant de 77.545.682 Euros ;

¹ L'article L. 232-11 du Code de commerce dispose que "Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

En conséquence, nous vous proposons de décider d'affecter le bénéfice comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2020, d'un montant de 90.719 Euros, au compte "**Report à nouveau**", lequel compte serait ainsi porté à 232.397 Euros.

* * *

Conclusion :

Au présent rapport, est joint :

- le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq (5) derniers exercices ;
- le texte des éventuelles observations présentées par le Comité social et économique en application des dispositions de l'article L. 2323-8 du Code du travail.

Par ailleurs, vos commissaires aux comptes relatent dans leur rapport général, l'accomplissement de leur mission.

Nous vous invitons à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

* * *

Le présent rapport est signé dans le cadre d'un processus de signature électronique DocuSign conformément aux articles 1366 à 1368 du Code civil et dispose de la même force probante que s'il avait été signé sur support papier.

Fait à Boulogne-Billancourt,

Le 18 mai 2021.

DocuSigned by:
Franck Sinabian
4FDEF034BB9843D...

Franck SINABIAN
Président

Eric BACHELIER

**17, rue des Galons
92190 MEUDON**

COGEP AUDIT

**2658 Route d'Orléans
18230 – SAINT DOULCHARD**

GTF CONSEIL SAS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Décembre 2020

GTF CONSEIL SAS

3, Rue des Quatre-Cheminées – 92100 – BOULOGNE-BILLANCOURT

Eric BACHELIER

**17, rue des Galons
92190 MEUDON**

COGEP AUDIT

**2658 Route d'Orléans
18230 – SAINT DOULCHARD**

GTF CONSEIL SAS

**Siège social : 3, Rue des Quatre-Cheminées – 92100 – BOULOGNE-BILLANCOURT
Capital social : €. 473 728**

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Décembre 2020

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **GTF CONSEIL** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.



GTF CONSEIL SAS
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 Décembre 2020



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ✓ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux Comptes

Saint Cloud et Paris, le 25 mai 2021

Eric BACHELIER


COGEP AUDIT
Philippe AHLSELL de TOULZA
Associé


COMPTES
CONSOLIDES
GROUPE GTF
31/12/2020

BILAN CONSOLIDE

DU GROUPE GTF AU 31/12/20

ACTIF

PASSIF

	31/12/20	31/12/19		31/12/20	31/12/19
actif immobilisé			capitaux propres (part du groupe)		
ecart d'acquisition positif	43 914 558	34 816 790	capital	473 728	484 800
immobilisations incorporelles	10 989 173	10 390 027	réserves consolidées	81 845 753	82 102 975
immobilisations corporelles	1 437 559	1 438 998	résultat consolidé	1 192 937	1 019 196
immobilisations financières	7 692 310	18 287 777	subvention d'investissement	26 589	29 670
titres mis en équivalence	310 777	216 836	Total capitaux propres	83 539 007	83 636 641
			intérêts minoritaires réserve	3 044 344	625 482
stocks et en cours			intérêts minoritaires résultat	492 289	40 208
clients et comptes rattachés	11 885 262	9 035 195	écart d'acquisition négatif	0	436 928
autres créances et comptes de régularisation	15 303 721	13 294 758	provisions pour risques et charges	1 734 194	1 729 404
	4 555 000	4 145 980			
			dettes		
valeurs mobilières de placement	449 971	1 881 638	emprunts et dettes financières	2 957 126	13 025 555
disponibilités	14 647 283	28 101 709	fournisseurs et comptes rattachés	8 748 841	9 297 752
impôt différé	207 292	305 744	autres dettes et comptes de régularisation	10 877 105	13 123 483
total de l'actif	111 392 907	121 915 454	total du passif	111 392 907	121 915 454

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE GTF AU 31/12/20

	31/12/2020	31/12/2019	Variation 2020-2019
chiffre d'affaires	71 284 336	56 056 954	15 227 382
autres produits d'exploitation	1 998 700	2 296 372	(297 672)
achats consommés	(16 506 564)	(10 720 571)	(5 785 994)
autres charges d'exploitation	(25 482 023)	(18 856 887)	(6 625 136)
charges de personnel y compris participation des salariés	(26 030 137)	(27 128 290)	1 098 152
impôts et taxes	(1 192 957)	(1 055 502)	(137 455)
dotations aux amortissement et aux provisions	(1 682 592)	(1 145 042)	(537 550)
résultat d'exploitation	2 388 763	(552 966)	2 941 730
charges et produits financiers	(58 774)	138 898	(197 672)
résultat courant des entreprises intégrées	2 329 989	(414 068)	2 744 058
charges et produits exceptionnels	(656 274)	(334 424)	(321 850)
impôts sur les résultats	(462 116)	733 291	(1 195 407)
résultat net des entreprises intégrées	1 211 599	(15 201)	1 226 801
quote part dans les entreprises mises en équivalence	36 698	73 424	(36 726)
reprise des écarts d'acquisition	436 929	1 001 180	(564 251)
résultat net de l'ensemble consolidé	1 685 226	1 059 402	625 824
intérêts minoritaires	492 289	40 208	452 081
résultat net (part du groupe)	1 192 937	1 019 194	173 743
Résultat par action - 29608 actions	40,29	34,42	5,87
Résultat dilué par action			

Le groupe GTF exerce principalement deux activités : prestations service auprès des laboratoires pharmaceutiques (activité du groupe GSA) et laboratoires (JALDES-MILLET Innovation-7MED-SYNERGIA). Le laboratoire Diététique et Santé a une double activité : prestation de service et laboratoire.

L'activité de prestation de service est réalisée par les sociétés GSA Healthcare, GSA FORMATION et GSA Healthcare Sprl.

La société GSA détient 40,33% de DIAPASON GROUP et 40% d'Expansion Consulteam.

FAITS MARQUANTS :

Curae Lab a réinvesti également dans la société KERECIS pour 0,4 M€.

Nous vous rappelons que les sociétés Millet Innovation, 7MED ont été consolidées à compter du 1er juillet 2019 et Synergia à partir du 01/01/2020.

- Covid-19 : La pandémie sanitaire évolutive du Covid-19 en France et dans de nombreux pays, a entraîné des mesures de confinement et de restriction qui ont impacté l'activité de la société. Pour faire face à cette crise la société a eu recours à des mesures de chômage partiel.

La situation dans le contexte actuel demeure toujours incertaine et évolutive et, à ce stade, il est difficile d'anticiper les impacts sur l'activité future. La société procède régulièrement à une mise à jour de ses prévisions de trésorerie en intégrant ce nouveau contexte, au mieux des informations disponibles à date. Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté de comptes du 31 décembre 2020 reste appropriée.

Augmentation de capital chez Millet Innovation : Une augmentation de capital avec prime d'émission a été effectuée au 1^{er} semestre de 2020 de 1614K€, la part de l'actionnariat minoritaire passe à 4.02%.

Une réduction de capital de la société Gtf Conseil par rachat de titre a eu lieu en novembre : le capital social est diminué de 11K€, les réserves de 1640K€.

Gtf Conseil a cédé le laboratoire Diététique et Santé à sa filiale Curae Lab.

1°) Méthode

La méthode appliquée pour l'établissement de ces comptes consolidés est celle de l'intégration globale pour les sociétés dont GTF exerce un contrôle quasi exclusif.

Diapason Group et Expansion Consulteam ont été consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Les sociétés suivantes n'ont pas été consolidées :

- IDD BIOTECH : Curae Lab ne détient que 7.43% des titres.
- KERECIS : Curae Lab détient 13.26% des titres, ce pourcentage ne prend pas en compte la finalisation de l'émission de valeurs mobilières réalisée au printemps 2019 et 2020.
- CAG PHARMA : Gtf détient 5.26% des titres.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la législation française et notamment aux dispositions du règlement 99-02 du comité de réglementation comptable du 29/04/1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION 31122020

Pourcentage de contrôle et d'intérêts					
Sociétés	Pourcentages de contrôle			Méthodes de consolidation	% d'intérêts
	Direct	Indirect	Total		
GSA	0,97125		0,97125	intégration globale	97,125%
JALDES		0,9700	0,97000	intégration globale	97,000%
CURAE LAB	0,97000		0,97000	intégration globale	97,000%
GSA FORMATION	1,00000		1,00000	intégration globale	100,000%
LDS		0,9700	0,97000	intégration globale	97,000%
SYNERGIA		0,4947	0,49470	intégration globale	49,470%
GSA BELGIUM	0,85000		0,85000	intégration globale	85,000%
7MED		0,9215	0,92150	intégration globale	92,150%
MILLET INNOV		0,9309	0,93091	intégration globale	93,091%
EXPANSION CONSULTTEAM	0,40000		0,40000	mise en équivalence	40,000%
DIAPASON GROUP		0,3917	0,39171	mise en équivalence	39,171%

A noter que les filiales françaises consolidées selon la méthode de l'intégration globale sont toutes gérées sur le plan administratif par la Société Mère.

La méthode de l'intégration globale a constitué à :

- retraiter les comptes annuels des sociétés (retraites, impôts différés);
- cumuler les bilans et comptes de résultat des entreprises intégrées ;
- éliminer les opérations réciproques (Clients – Chiffre d'affaires ; Fournisseurs – Charges ; Créances et dettes financières - Produits et charges financières) et non réciproques (cession interne de titre) ;
- éliminer les participations des filiales figurant au bilan de la société Mère et leurs situations nettes.

La société Millet Innovation a établi une sous consolidation avec sa filiale Tunisienne.

La société Synergia a établi une sous consolidation avec ses filiales Ma santé France et Ma santé Suisse.

La méthode de la mise en équivalence a constitué à :

- substituer à la valeur comptable les titres détenus, la quote-part des capitaux propres y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation.
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.

2°) Traitement des écarts d'acquisitions

- écart d'acquisition positif :

Conformément au règlement 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés ayant trait à l'amortissement des écarts d'acquisition, il a été déterminé que les écarts d'acquisition n'avaient pas de durée limite d'utilisation.

Le groupe GTF CONSEIL a décidé de ne plus pratiquer d'amortissement des écarts d'acquisition.

Il a, de fait, été décidé de pratiquer des tests de dépréciation. Ces tests n'ont pas révélé la nécessité de comptabiliser de provision correspondante. L'écart d'acquisition de 43 914 558 euros se décompose de la manière suivante : JALDES-PECH pour 4 543 724 €, NOLVA pour 14 661€, Millet Innovation pour 27 774 700€, 7MED pour 2 176 538€ et SYNERGIA pour 9 404 936€.

Les écarts d'acquisitions des sociétés 7MED, Synergia et Millet Innovation tiennent également compte des frais d'acquisitions retraités impôts différés actifs.

- écart d'acquisition négatif :

L'acquisition du laboratoire LDS faisait apparaître un écart d'acquisition négatif de 2 936 929 €, une reprise de 436 929 € a été effectuée en 2020. L'écart a été repris sur 3 ans de façon linéaire.

3°) Commentaires sur les postes du bilan consolidé

Les filiales et la société GTF appliquent les mêmes méthodes d'évaluations comptables, le principe d'homogénéité est respecté.

Actif :

- écart d'acquisition des sociétés consolidées (voir traitement des écarts d'acquisitions).
- les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels, marques, brevets, AMM.
Les brevets sont amortis sur la durée de protection légale ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure. Les AMM sont amortis sur la durée légale de 10 ans.
Les licences sont amorties sur la durée du contrat ou sur leur durée de vie économique lorsqu'elle est inférieure.
Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur les durées de vie économique (3 à 10 ans).
- les immobilisations financières sont constituées des titres et créances sur participations des entreprises non intégrées, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
- les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût théorique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale, les cas échéants, elles ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
- les autres créances et comptes de régularisations sont les charges constatées d'avance, créances sur cession d'immobilisation, créanciers divers, avances et acomptes.

Passif :

- le capital est celui de la Société Mère ;
- les réserves consolidées sont :
 - le résultat de l'élimination des titres de participation et des situations nettes des filiales après répartition en fonction du pourcentage de détention par GTF ;
 - les réserves propres de la société GTF ;
- le résultat consolidé est :
 - la sommation des résultats de chacune des filiales retraitées en fonction de leur pourcentage de détention par GTF ;
 - la provision pour retraite du groupe GTF et les impôts différés
 - le résultat de la mise en équivalence
- les intérêts minoritaires regroupent la part des minoritaires dans les réserves ainsi que dans le résultat.
- les provisions pour charges sont principalement constituées des provisions pour retraite (1259 K€), l'indemnité est versée à tout salarié ayant 5 ans d'ancienneté, elle correspond à 3/10 de mois par année de présence à compter de la date d'entrée dans l'entreprise et ne peut excéder 9 mois de salaire.
- les dettes financières sont les comptes créditeurs de banque, les emprunts (1,67 M€) et le compte courant des dividendes non versés (709 K€).
- les autres dettes et comptes de régularisation sont principalement constitués des comptes débiteurs divers et des dettes sur immobilisations.

4°) Commentaires sur le compte de résultat consolidé

Après éliminations des opérations réciproques et des différents retraitements, le résultat consolidé de l'ensemble s'établit à +1 685 226 euros, soit une différence négative de (- 225 306) euros par rapport à la sommation des résultats comptables + 1 910 533 euros.

Cette différence résulte :

- de la charge d'impôt (-98 452) liée à l'impôt différé
- de la variation de provision retraite (+ 41 247)
- des résultats de mise en équivalence (+ 36 698)
- de l'annulation des dividendes Millet confection (-839136)
- de la reprise des écarts d'acquisition de LDS (+ 436 929)
- de l'annulation de l'amortissement dérogatoire sur les honoraires d'acquisitions (+266 496)
- de l'annulation de la marge sur stock (-69 088)

5°) Evénements postérieurs au 31/12/20

NEANT

Annexe

Tableau des immobilisations incorporelles	p9
Tableau des immobilisations corporelles	p9
Tableau des immobilisations financières	p9
Stocks 2019-2020	p10
Clients et comptes rattachés 2019-2020	p10
Provisions pour risques et charges 2019-2020	p10
Impôts différés actifs nets 2019-2020	p10
Autres comptes du bilan	p11
Analyse du compte de résultat (provision, exceptionnel..)	p12
Tableau de variations des capitaux propres	p13
Tableau des flux de trésorerie	p14
Tableau de rapprochement impôt théorique-comptabilisé	p15

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Ecart d'acquisition	36 773 086	0	9 097 768		45 870 854
Fonds de commerce	3 809 636	345 000	0		4 154 636
Marques, brevets, concession, autres	16 703 909	1 656 468	459 998	(225 646)	18 594 730
Logiciels	272 381	232 560	157 971	0	662 912
Total valeurs brutes	57 559 012	2 234 028	9 715 737	(225 646)	69 283 131
Amortissements écart d'acquisition	1 956 296	0	0	0	1 956 296
Amortissements fonds commerce	430 368	0	0	0	430 368
Amortissements marques, brevets	9 712 604	1 493 767	664 826	(360 668)	11 510 529
Amortissements logiciels	252 926	153 904	75 378	0	482 208
Total amortissements, provisions	12 352 194	1 647 671	740 204	(360 668)	14 379 401
Valeurs nettes	45 206 818				54 903 730

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Terrains	(0)	0	0	0	(0)
Construction	780 677	0	6	0	780 683
Tableau	18 105	0	0	0	18 105
Matériel et outillage	3 511 055	461 161	115 680	(6 859)	4 081 037
Agencements, installations et autres	1 092 208	197 656	24 973	0	1 314 837
Immobilisations en cours -avance	59 446	0	2 564	(797)	61 213
Total valeurs brutes	5 461 491	658 817	143 223	(7 656)	6 255 875
Amortissements frais terrain, construction	335 409	0	39 808	(379)	374 839
Amortissements matériel et outillage	2 908 396	256 953	303 981	(1 836)	3 467 494
Amortissements agencements	778 689	112 289	92 377	(7 373)	975 982
Total amortissements	4 022 494	369 242	436 167	(9 588)	4 818 315
Valeurs nettes	1 438 997				1 437 559

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Autres titres de participations	17 181 580	4 229	100 000	(11 130 736)	6 155 073
Créances sur autres titres	256 427	0		(13 719)	242 708
Autres immobilisations financières	849 770	5 882	454 442	(15 566)	1 294 528
Total valeurs brutes	18 287 777	10 111	554 442	(11 160 021)	7 692 309

STOCKS

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
- Matières premières	2 724 453	0		(33 362)	2 757 815
- Travaux en cours	796 902	0	344 842		1 141 744
- Produits finis	5 798 656	1 591 026	1 507 001		8 896 683
Valeur brute	9 320 011	1 591 026	1 851 843	(33 362)	12 796 242
- Provisions	(284 816)	0	(720 280)	94 116	(910 980)
Valeur nette	9 035 195				11 885 262

0

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Valeur brute	13 892 735	2 302 135		(265 496)	15 929 374
- Provisions	(597 977)	0	(66 520)	38 843	(625 653)
Valeur nette	13 294 758				15 303 721

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Provisions pour retraites et autres avantages	1 207 635	105 264	179 684	(233 370)	1 259 213
Ecart d'acquisition négatif	436 928	0		(436 928)	(0)
Autres provisions pour risques	521 768	72 046	144 593	(263 425)	474 982
Total provisions pour risques et charges	2 166 330	177 310	324 277	(933 723)	1 734 194

IMPOTS DIFFERES ACTIFS NETS

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020	Variation
Impôts différés sur						
- Retraitements de consolidation	94 663	0	0	(66 475)	28 188	(66 475)
- Provision pour retraites	211 081	0	10 174	(42 151)	179 104	(31 977)
Total impôts différés actifs nets	305 744	0	10 174	(108 626)	207 292	(98 452)

TRESORERIE

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Vmp	1 881 638	0	0	(1 431 667)	449 971
Disponibilités	28 101 710	584 195		(14 038 621)	14 647 284
Total trésorerie	29 983 348		0	(15 470 288)	15 097 255

DETTES FINANCIERES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Concours bancaires	9 489 389	2 371		(9 478 452)	13 307
Factoring	283 216	0		(25 266)	257 950
Compte courant - dividende	475 443	2 910	499 950	(268 671)	709 632
Emprunt	2 596 714	150 436		(1 068 756)	1 678 394
Dépôt et cautionnement reçus- fonds de participation	180 794	129 503		(12 453)	297 844
Total dettes financières	13 025 555	285 220	499 950	(10 853 599)	2 957 126

FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Fournisseurs	9 297 751	1 574 507		(2 123 417)	8 748 841
Total Fournisseurs et comptes rattachés	9 297 751	1 574 507	0	(2 123 417)	8 748 841

AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Dettes fiscales et sociales	9 258 068	224 856		(1 585 128)	7 897 796
Autres (aac clients - avance-pca)	3 315 412	99 254		(1 008 482)	2 406 184
Fournisseurs immobilisations	550 000	0	23 124		573 124
Total autres dettes et comptes de régularisation	13 123 480	324 110	23 124	(2 593 610)	10 877 104

AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	31/12/2019	mvt perimetre	+	-	31/12/2020
Valeur brute	4 150 439	411 670		(2 898)	4 559 211
- Provisions	(4 458)	0		248	(4 210)
Valeur nette	4 145 981	411 670	0	(2 650)	4 555 001

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION-ECART ACQUISITION

Transfert de charges	252 465
Divers-production stockée, immobilisée	1 166 017
Reprise provision retraite	233 369
Reprise dépréciation des stocks	94 116
Reprise dépréciation des créances	38 843
Reprise dépréciation divers	1 656
Reprise écart acquisition négatif	436 929
Reprise provision prud'homme, risques	212 232
	2 435 627

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Amortissement des immobilisations	1 182 287
Provision pour retraite	179 683
Provision pour risque et charge (prud'homme)	114 287
Provision pour dépréciation client	66 447
Provision - divers-client	30 000
Provision pour dépréciation stock	109 887
Dotation écart acquisition positif	0
	1 682 591

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Divers	52 567
Pénalité, amende, litige	185 556
Pertes client	0
Provision pour litige	0
Provision stock	610 344
Provisions clients et marques, Amm	0
Vnc des immobilisations cédées	210 956
Dépréciation d'actifs	32 740
	1 092 163

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produit divers, rupture contrat client	20 892
Reprise sur provisions risques et charges	49 537
Reprise provision client	0
Produit amende is	81 440
Subvention équipement	7 577
Cession des immobilisations	5 000
Reprise provsion actif incorporelles	271 443
	435 889

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (PART DU GROUPE) 31/12/2020

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres				Total	Total capitaux propres autres
					Ecarts de conversion	Ecarts de réévaluations	Titres entreprise consolidante	Report à nouveau		
Situation à la clôture 2018	484 800	0	30 062 739	53 266 969			0		9 494	83 824 002
Dividende distribué			-999 900						0	-999 900
									0	0
									0	0
Situation à la clôture 2019	484 800	0	82 102 975	1 019 194			0		29 670	83 636 639
Dividende distribué			-499 950						0	-499 950
Affectation résultat			519 244	-519 244					0	0
Rés conso part groupe 31/12/20				1 157 295					0	1 157 295
Subvention d'investissement									-3 081	-3 081
Rachat titre	-11 072		-1 640 040						0	-1 651 112
Autres 2019			379 638						0	379 638
Autres 31/12/20			462 873						0	462 873
Mise en équivalence			21 062	35 643					0	56 705
Situation à la clôture 31/12/20	473 728	0	81 845 753	1 192 937	0	0	0	0	26 589	83 539 007

ok

ok

ok

*Variation périmètre GSA-IDES

*Variation périmètre GSA-MEDIOPHARMA

*Variation périmètre GSA-IDIM

*Variation périmètre GTF-NOLVA 7%

*Capitaux propres GTF BELGIUM positifs - prise en compte des intérêts minoritaires

*Capitaux propres NOLVA négatifs - non prise en compte des intérêts minoritaires

*Consolidation DEDICATE

*TUP GTF COSMAPHARMA (18900 titre - 40044 situation nette 2012)

*Variation périmètre GTF-GSA FORMATION 4%

*Variation périmètre GTF-NOLVA-GSA FORMATION

*Part minoritaire/GSA tUP DEDICATE

*Cession titre GSA Belgium

*Part minoritaire Curae Lab chez Jaldes

*Variation de périmètre Jaldes

*Variation de périmètre GSA Belgium

*Part minoritaire résultat 2018 Tonipharm

*Variation périmètre Millet Innovation-7med

*Variation périmètre Millet Innovation-Synergia

30 853

2 013

26 584

13 662

127

-5 275

53 679

-15 044

-20 036

-493

90 839

-3 984

-300

14 105

-34 128

-126 285

353 321

-842 511

-462 873

2012

2012

2012

2012

2012

2012

2012

2013

2013

2014

2014

2014

2018

2018

2018

2019

2019

2020

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES 01/01/20-31/12/20

Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net des sociétés intégrées	1 685 226
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non lié à l'activité	
- résultat des sociétés mise en équivalence	-36 698
- Amortissements et provisions des immobilisations	1 182 287
- Provision actif circulant	
- Provision et dépréciation exceptionnelle	-238 703
- Provision compte courant	0
- Amortissements des écarts d'acquisitions	0
- Provisions risques et charges (ecart d'acquisition)	-436 929
- Provisions risques et charges (litiges)	-118 832
- Provisions retraite	-53 686
- plus ou moins value des immos cédées	210 926
- Impôts différés	95 371
- Écarts de conversion sur sociétés étrangères	-75 686
Marge brute d'autofinancement	2 213 277
Variation du BFR lié à l'activité	
- Variation des stocks	-1 259 040
- Variation des clients et comptes rattachés	293 172
- Variation des autres passifs/actifs d'exploitation	-2 675 776
- Variation des fournisseurs et comptes rattachés	-2 123 418
Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	-3 551 785
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisition d'immobilisations	-862 035
Variation fournisseurs et créances sur immobilisation	23 124
Cession d'immobilisations	5 000
Variation nette des immobilisations financières	-525 157
Reduction de capital	-1 651 112
Incidence acquisition mise en équivalence	0
Incidence variation de périmètre trésorerie: SYNERGIA	452 321
Incidence ajustement prix acquisition : 7MED	307 167
Incidence opération BSA : 7MED	23 157
Incidence variation de périmètre : Millet	1 614 950
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-612 585
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-268 985
Augmentation de capital en numéraire	0
Subvention d'investissement	0
Emission d'emprunts	0
Remboursement compte courant	314
Remboursements d'emprunts	-1 068 756
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 337 427
Variation de trésorerie (A+B+C)	-5 501 797
Trésorerie d'ouverture	20 029 950
Trésorerie de clôture	14 528 153

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et réel	
Résultat des entreprises intégrées	1 685 226
Impôt	462 116
Resultat consolidé avant impot	2 147 342
Charge d'impôt théorique	601 256
Charge d'impôt réel	-462 116
	0
Déficit hors intégration, report de déficit	-32 153
Produits et Charges non déductibles (tvts, amendes, contrôle fiscal...)	71 080
Reprise écart d'acquisition	-122 340
Retraitement impôt sur plus value de cession	0
Différence taux impôt gsa healthcare sprl	55 830
Quote part de frais	11 748
Crédit d'impôt, carry back,redressement	-113 029
Retraitement impôt mise en équivalence	-10 275
TOTAL	0